

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 25/11/2021			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
60	33	17	10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt et un, le trois décembre, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDO. Madame Martine AUFFRET. Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Raymond HOUEIX. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Daniel MANENC. Monsieur Joël MARIVAIN. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHAOU. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC. Monsieur Yann YHUEL

Avaient donné pouvoir :

Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Philippe LE VESSIER. Monsieur David ROBO

Étaient excusés :

Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Françoise GUILLERM. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur André LE BRUN. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Franck VALLEIN

Secrétaire de séance : Monsieur François-Denis MOUHAOU

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2021_065 - Convention d'échange d'eau entre Eau du Morbihan et Lorient agglomération

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

Vu le projet de convention de vente d'eau en gros entre les territoires de Lorient Agglomération et Eau du Morbihan ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le projet de convention de vente d'eau en gros entre les territoires de Lorient Agglomération et Eau du Morbihan, joint à la présente délibération ;*
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de vente d'eau en gros et tous les actes s'y afférents.*

Fait et délibéré à Vannes, le 3 décembre 2021

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

DÉTAIL DU VOTE

POUR	43
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0

Convention de vente d'eau en gros entre les territoires de Lorient Agglomération et d'Eau du Morbihan

Il a été convenu entre :

Lorient Agglomération, dont le siège est situé Maison de l'Agglomération, Esplanade du Péristyle, CS 20001, 56314 Lorient Cedex, représentée par son président, Monsieur Fabrice LOHER, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du....., désignée ci-après « Lorient Agglomération »,
Et

Eau du Morbihan, domicilié 27 rue de Luscanen, CS 72011, 56001 VANNES Cedex, représenté par son président, Monsieur Dominique RIGUIDEL, autorisé à la signature de la présente convention par délibération en date du....., désigné ci-après, « Eau du Morbihan ».

Article 1 - Préambule

La configuration territoriale, issue des transferts de compétences et de modifications de périmètres des deux entités concernées par la présente convention, nécessite pour les parties de s'accorder sur les échanges d'eau aux frontières des périmètres de chaque structure, au titre de la continuité de service et de la sécurisation mutuelle en matière de fourniture d'eau.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet la fourniture réciproque d'eau en gros dans le cadre des compétences exercées par Lorient Agglomération et Eau du Morbihan sur leurs territoires respectifs. Elle vise à définir les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable en gros entre les 2 territoires.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue.

Article 4 - Caractéristiques des points de livraison et volumes d'engagement

Le tableau présente ci-dessous pour chaque signataire, les informations qui caractérisent les échanges d'eau entre les parties :

- Point d'entrée sur le territoire : zone d'arrivée de l'eau sur le territoire
- Nom du point de livraison : codification et libellés
- Engagement d'achat : volume d'eau annuel minimum que l'acheteur s'engage à acheter au fournisseur
- Volume journalier max : Volume journalier maximum que le fournisseur peut livrer à l'acheteur (en période « normale »).

- Volume journalier exceptionnel : Volume journalier que le fournisseur peut livrer à l'acheteur en période de forte sollicitation. Il fait l'objet d'une procédure spécifique décrite à l'article 10.

Ces caractéristiques techniques et l'engagement sur les volumes annuels, défini à partir de constats fait sur la période de référence de janvier 2018 à septembre 2021, font partie intégrante de la convention. Leur modification ne peut être réalisée qu'après accord formel des deux parties, à la suite de la procédure de révision de la convention précisée par l'article 15 de la présente.

Vente d'eau potable de Lorient Agglomération vers Eau du Morbihan :

Point d'entrée	Codification		Libellé	Engagement annuel minimum
Languidic / Baud (CMC)	56010-D-006	CV1	Camors Lann Vréhan	250 000 m3
Languidic / Pluvigner (AQTA)	56177-D-008	CV2	Pluvigner Kermahin (Kerlihuén)	
Languidic / Landévant (AQTA)	56177-D-009		Quatre vents Languidic	--
Brandérion / Kervignac (CCBBO)	56021-D-004		Mané Her / Trévidel	9 000 m3
Bubry / Le Guern (PTY CC)	56026-D-001		Touldorent Bubry	12 000 m3
Bubry / Baud (CMC)	56026-D-002		Talnay Bubry	
Hennebont / Kervignac (CCBBO)	56083-P-010		Le Baigno	2 000 000 m3
Hennebont / Interco EdM	56083-P-008		Entrée réservoir de Kerpotence	

Vente d'eau potable d'Eau du Morbihan vers Lorient Agglomération :

Point d'entrée	Codification		Libellé	Engagement annuel minimum
Baud (CMC) / Languidic	56010-P-004	Ca1	Gare de Baud (Languidic)	800 000 m3
Baud (CMC) / Quistinic	56010-D-002		Saint Adrien	
Baud (CMC) / Quistinic	56010-P-003		Bubry, Inguiniel, Quistinic (UP du Guern)	
Kernascléden (RMC) / Inguiniel	56089-D-001		Locorion (56264-D-002)	58 000 m3
Berné (RMC) / Plouay	56166-D-001		Pontulaire	
Feeder EdM / Hennebont	56083-T-004		Balzac	450 000 m3
Feeder EdM / Hennebont	56083-T-003		Allende – Le Quimpéro	
Feeder EdM / Hennebont	56083-T-006		Frères Lumière – centre commercial	
Feeder EdM / Hennebont	56083-T-007		Le Parco	
Feeder EdM / Hennebont	56083-T-008		Kério 1	
Kervignac (CCBBO) / Hennebont	56094-P-002		Stang Er Gal	
Kervignac (CCBBO) / Hennebont	56094-P-003		Le Nizel	
Kervignac (CCBBO) / Locmiquélic	56118-P-001		Kergatamignan	
Merlevenez (CCBBO) / Riantec	56130-P-003		Mané Branroch	
Merlevenez (CCBBO) / Riantec	56130-P-002		Toul Lann	
Merlevenez (CCBBO) / Riantec	56130-P-001		Kéryvon	
Plouhinec (CCBBO) / Gâvres	56169-P-004		Gerbam	

Origine de l'eau

Les points d'approvisionnement listés précédemment sont le fruit de l'histoire de l'intercommunalité dans le département. Ils sont repris dans le schéma annexé à la présente convention.

Tous ces points de livraison, à l'exception de celui des « 4 vents à Languidic » sont utilisés au quotidien pour la fourniture d'eau des usagers concernés.

Il peut être noté que ces points sont alimentés par différentes usines de production d'eau en situation normale de fonctionnement :

- L'usine de Barrégant au Faouët, qui dessert les points de livraison de Locorion (Inguiniel) et Pontulaire

(Plouay) ;

- L'usine de Kerpicaud à Bubry, qui dessert les points de Touldorent et de Talnay à Bubry ;
- L'usine du Guern à Baud, qui dessert les points de Camors Lann Vréhan, Pluvigner Kermahin (Kerlihuen), Quatre vents Languidic, Mané Her / Trévidel, Gare de Baud, Saint Adrien et le point 56010-P-003 (Bubry, Inguiniel, Quistinic) ;
- L'usine de Langroise à Hennebont, qui dessert l'ensemble des autres points listés alimentant les communes de Gâvres, Hennebont, Inzinzac-Lochrist, Locmiquélic, Riantec, Kervignac, Merlevenez, Nostang et Sainte Hélène ainsi que partiellement celles de Caudan, Plouhinec, Plouay, Lanvaudan et Languidic.

L'usine du Guern à Baud et de Langroise à Hennebont alimentent le réseau d'interconnexions de Eau du Morbihan par ailleurs.

Article 5 - Propriété, entretien et renouvellement des points de livraison

La propriété, l'entretien et le renouvellement des points de livraison en eau sont définis ci-dessous :

- Points de livraison de l'eau vendue par Eau du Morbihan à Lorient Agglomération :
Pour l'ensemble des points de livraison, la répartition est la suivante :
 - Système de comptage et conduite amont : Eau du Morbihan
 - Conduite aval : Lorient Agglomération
- Points de livraison de l'eau vendue par Lorient Agglomération à Eau du Morbihan :
Pour l'ensemble des points de livraison, la répartition est la suivante :
 - Système de comptage et conduite amont : Lorient Agglomération
 - Conduite aval : Eau du Morbihan

Si de nouveaux points d'échange venaient à être rendus nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'adduction d'eau, sur le territoire d'une des 2 entités, un échange préalable sera engagé entre les deux parties. En cas d'accord sur la faisabilité technique et la disponibilité des volumes envisagés, le financement sera alors convenu entre les deux parties.

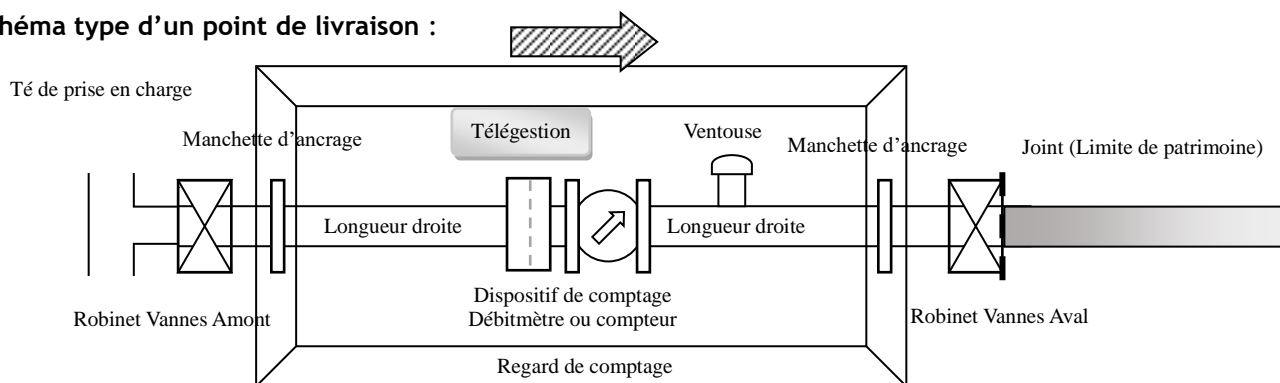
A l'issue des travaux, le patrimoine sera réparti en application des règles définies ci-dessus.

Un avenant sera établi pour l'intégration de ce nouveau point d'échange à la présente convention.

Par système de comptage désigné ci-dessus, on entend tous les dispositifs intégrés à la chambre de comptage soit tout ou partie des ouvrages et équipements suivants :

- T de prise en charge
- Robinet-vannes amont
- Débitmètre électromagnétique ou compteur mécanique
- Longueur droite
- Manchettes d'ancrage
- Ventouse
- Robinet Vannes aval
- Equipement de récupération de la donnée (type SOFREL ou équivalent).

L'entretien et le renouvellement à la charge du vendeur se feront jusqu'au robinet-vanne en aval de la chambre de comptage, joint compris.

Schéma type d'un point de livraison :

Le personnel et/ou l'exploitant de l'entité qui fournit l'eau au point de livraison concerné, sont seuls autorisés à intervenir sur les appareils de comptage ; ces derniers en assurent l'entretien, la maintenance, le renouvellement.

Article 6 - Relevés des systèmes de comptage

Les relevés des index des points de livraison sont réalisés une fois par trimestre, par l'entité vendeuse ou son exploitant à des fins de facturation. Ces informations sont mises à disposition de l'entité acheteuse et sont accessibles sur demande.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du système de comptage, le volume de fourniture sera évalué comme étant la consommation moyenne des trois années antérieures pour la période correspondante, faute d'estimation plus précise et validée par les deux parties.

Par ailleurs, à titre d'information, tous les points de livraison feront l'objet d'une communication de relevés mensuels entre les parties.

Article 7 - Vérification des systèmes de comptage

Les compteurs ou débitmètres de livraison d'eau sont étalonnés conformément à la réglementation par l'entité vendeuse de l'eau. Les résultats d'étalonnage sont portés à la connaissance de l'autre partie.

Les représentants des deux parties ou leurs exploitants éventuels peuvent accéder à tout moment aux équipements de comptage. En revanche, ils ne sont pas autorisés à intervenir sur les installations dont l'entretien et le renouvellement ne leur incombent pas.

Ils peuvent demander la vérification de leur bon fonctionnement, en particulier leur étalonnage. Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge du demandeur. Dans le cas contraire, ils sont à la charge de la partie (ou de son exploitant éventuel) en charge de l'entretien. Si la non-conformité d'un compteur est constatée, la réparation ou le remplacement sont réalisés en fonction des clauses de la présente convention.

Article 8 - Qualité de l'eau

L'eau délivrée aux points de livraison devra satisfaire à la réglementation relative aux eaux destinées à la consommation humaine qui, à la date de signature de la présente convention, résulte des articles L 1321-4 et

R1321-1 et suivants du code de la santé publique ainsi que des textes pris pour leur application. Toutefois, les précisions suivantes sont apportées :

- ✓ L'entité qui fournit l'eau, est responsable de la qualité de l'eau fournie aux points de livraison. Elle supporte les frais de prélèvement et d'analyse. Elle fournit les résultats des analyses à la partie acheteuse. L'entité qui fournit l'eau ainsi que son exploitant ne peuvent être tenus pour responsables d'une dégradation de la qualité de l'eau due à une stagnation dans les réservoirs et les canalisations de l'entité acheteuse.
- ✓ L'entité acheteuse, reste garante de la qualité de l'eau distribuée sur son territoire et pour cela s'engage à prélever le volume minimum correspondant au débit sanitaire.
- ✓ Les parties auront la possibilité de solliciter la copie des contrôles sanitaires effectués sur l'eau produite introduite aux points de livraison et pourront solliciter à tout moment des prélèvements contradictoires aux points de livraison pour analyse par un laboratoire agréé.

En cas de dépassement d'une limite de qualité (mesuré ou constaté par les services de l'Agence Régionale Santé ou de l'une ou l'autre des parties), une information immédiate sera faite par le vendeur auprès de l'acheteur et son exploitant. Lorient Agglomération et Eau du Morbihan rechercheront, conjointement l'origine de cette non-conformité pour en identifier et en éliminer la cause. Notamment, si l'origine trouve sa source au niveau des usines de production d'eau, toute justification de cette non-conformité ou information technique sera apportée par le vendeur à l'acheteur afin que ce dernier puisse, si nécessaire, engager une communication à destination de ses usagers. Les parties, le cas échéant, s'apporteront une aide mutuelle pour constituer des dossiers de demande de dérogation de distribution de l'eau produite (cas de dépassement des limites de qualité sur les métabolites pertinents par exemple).

Article 9 – Modification des conditions de livraison

Les deux parties et leurs exploitants éventuels ont un devoir mutuel d'information immédiate de toute modification significative des conditions de livraison (qualité, quantité et pression).

Chaque fournisseur se doit d'informer sans délai l'acheteur de tout incident constaté ou de toute difficulté prévisible susceptible d'être rencontrée pouvant avoir une incidence sur la qualité ou la quantité de l'eau fournie. Préalablement aux opérations de maintenance sur les ouvrages (lavages des réservoirs, opérations de purges préventives, travaux, tirage exceptionnel ...) entraînant potentiellement des répercussions sur l'échange d'eau en gros, le service correspondant effectue l'information auprès de l'autre service dans un délai préalable de 10 jours minimum. Dès lors qu'une opération occasionne une répercussion sur une période de plus de 5 jours consécutifs, le délai préalable minimum est porté à 30 jours.

D'autre part, des essais grandeur nature pourront être effectués sur accord des 2 parties afin, notamment de s'assurer du bon fonctionnement des installations. Deux essais en particulier seront réalisés :

- Point de livraison : 56010-P-004 Gare de Baud (Languidic) / Mise sous la charge du réseau d'interconnexions de Eau du Morbihan
- Point de livraison : 56083-P-008 Compteur d'eau Kerpotence / Alimentation gros débit pour alimenter en aval les réservoirs de Locmaria (Ploemel) (*Pour mémoire : essai réalisé en avril 2021*)

Article 10 – Débit exceptionnel

Deux points d'échange donnent lieu à des augmentations prévisibles de débit en fonction de la saisonnalité ou des disponibilités d'autres unités de production (sécheresse / étiage).

Les débits volumes journaliers ci-après sont issus des constats réalisés sur la période de janvier 2018 à septembre 2021 ; ils se devront d'être respectés dans un souci de préservation des outils de production :

Point d'entrée	Codification		Libellé	Volume journalier max Du 1 ^{er} octobre n au 31 mai n+1	Volume journalier max Du 1 ^{er} juin au 30 septembre	Volume journalier exceptionnel (traitement des urgences)
Baud (CMC) / Languidic	56010-P-004	Ca1	Gare de Baud (Languidic)	3 350 m3		5 000 m3
Hennebont / Interco EdM	56083-P-008		Entrée réservoir de Kerpotence	6 500 m3	11 500 m3	13 000 m3

Les volumes journaliers maximum répondent aux exports possibles d'un secteur vers un autre, sans mettre en tension l'exploitation des usines.

Le volume exceptionnel ne sera autorisé par l'entité vendeuse que pour répondre à une urgence non programmable, qui ne pourrait être couverte par d'autres outils de production, relevant de l'entité acheteuse et sur une durée qui ne devra pas excéder 5 jours consécutifs. Si cette durée devait être dépassée, le traitement de la situation relèverait alors de la gestion de crise (Cf article 11).

Durant ces situations exceptionnelles, les parties s'accorderont afin de ne pas perturber la distribution des périmètres habituellement desservis. A défaut, la situation relèverait également de la gestion de crise.

Article 11 – Situation de crise

Les deux entités signataires se doivent un secours mutuel dans la réalisation de leurs obligations de fourniture en eau, notamment en période de crise ou de situation exceptionnelle constatée. Ainsi, les parties s'engagent réciproquement à se porter secours, en période de crise ou en cas de menace avérée sur la continuité du service de l'une, l'autre, ou des deux entités. Pour cela, les parties s'engagent à mettre en œuvre en bonne intelligence, et dans la mesure de leurs capacités respectives, les mesures permettant de maintenir en tout temps le service sur les deux territoires, dans un esprit de solidarité mutuelle.

Si des travaux ou des interventions devaient être entrepris d'urgence par suite d'incident sur le système public de distribution ou de production d'eau potable, entraînant une interruption de la fourniture d'eau, l'entité en charge de la fourniture de l'eau, portera à la connaissance de l'acheteur, sans délai, les circonstances de cette interruption (origine, durée...), afin que ce dernier puisse prendre les dispositions nécessaires.

L'entité en charge de la fourniture de l'eau, met tout en œuvre pour réduire au maximum la durée d'interruption de l'alimentation.

En cas d'obligation de restrictions de livraison à la suite d'une pollution accidentelle d'une ressource, d'une rupture importante sur les moyens d'amenée (conduite ou pompe) ou en cas de force majeure (par exemple, interruption de livraison d'énergie électrique), le vendeur s'engage à appliquer à l'acheteur les mêmes dispositions qu'il appliquera à ses propres usagers.

En cas de crise généralisée sur le département liée à un déficit global de la ressource par exemple, au regard des dispositions prescrites par l'arrêté cadre sécheresse départemental, les parties conviennent de se réunir et tiendront, autant que faire se peut, leurs engagements de fourniture d'eau tels que définis à l'article 4 dans un souci de solidarité et d'intérêt général.

Article 12 – Modalités pratiques

Dans un souci de garantir l’approvisionnement en qualité et en quantité, un délai de prévenance, conforme aux articles précédents, est à respecter de la part de l’acheteur et un planning prévisionnel sera fourni pour des besoins programmés ou prévisibles à longue échéance dès que possible.

La procédure de fourniture d’eau sera la suivante :

Intervention programmée / débit exceptionnel :

- ✓ Demande de fourniture d’eau auprès de l’entité, maître d’ouvrage du point de livraison concerné (échanges téléphoniques, formalisés par la suite par envoi de courriel) ;
- ✓ Après accord, prise de contact de l’entité demandeuse ou de son exploitant, avec l’exploitant de l’entité vendeuse, pour mise en œuvre de l’approvisionnement dans la nouvelle configuration.

Intervention non programmée, gestion de crise :

- ✓ Demande simultanée de fourniture d’eau auprès de l’entité, maître d’ouvrage du point de livraison concerné et de son exploitant (échanges téléphoniques, formalisés par la suite par envoi de courriel) ;
- ✓ Après accord de l’entité ou directement de son exploitant compte tenu de l’urgence du besoin à couvrir si cette dernière n’a pu être jointe, mise en œuvre de l’approvisionnement en appoint-secours.

Article 13 – Tarifs de vente de l’eau aux points de livraison

Les tarifs de vente d’eau en gros sont fixés chaque année par délibération du conseil communautaire de Lorient Agglomération et du comité syndical d’Eau du Morbihan. Ils s’appliquent à tous les points de livraison.

Ces prix sont établis hors taxes, incluant les redevances imposées par tout organisme public et notamment l’Agence de l’Eau Loire Bretagne (redevance prélèvement sur la ressource et toute autre taxe ou redevance qui serait instaurée après la signature de la présente convention).

Pour l’année 2021, Lorient Agglomération a fixé un prix unique de vente d’eau en gros à 0,64€HT/m3 fourni.

Pour l’année 2021, Eau du Morbihan a fixé un prix unique de vente d’eau en gros à 0,64 €HT/m3 fourni (encore appelé TFEG).

A cette part, s’ajoute la TVA, au taux en vigueur.

Article 14 – Facturation

La facturation aura lieu trimestriellement. La facture sera émise à terme échu par le vendeur et sera payée par l’acheteur dans un délai de 30 jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture.

L’identifiant des points de livraison, les index des compteurs et les dates de relevés devront figurer sur la facture afin de permettre le contrôle des quantités facturées.

A la facture du 4^{ème} trimestre, dans le cas où le volume cumulé annuel livré par l’une ou l’autre des parties est inférieur à l’engagement, celle-ci se verra facturer un volume complémentaire correspondant à la différence par rapport aux engagements définis à l’article 4, par application du tarif en vigueur, décrit à l’article précédent.

Le règlement financier des sommes dues donne lieu à l'établissement d'un virement administratif.

Les factures seront émises sous forme électronique conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

La dématérialisation de la facture électronique se fera sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A cet effet, Eau du Morbihan devra se munir des informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera LORIENT AGGLOMERATION en tant que destinataire de la facture : 200 042 174 00090,
- le numéro d'engagement comptable qui sera communiqué par Lorient Agglomération suite à la notification de la convention.

Lorient Agglomération devra se munir des informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera Eau du Morbihan en tant que destinataire de la facture : 255 601 072 000 69,
- le numéro d'engagement comptable qui sera communiqué par Eau du Morbihan suite à la notification de la convention.

Article 15 – Réunion annuelle

Au cours du premier trimestre de chaque année, les parties organisent entre elles une réunion bilan sur l'année écoulée de façon à échanger des informations sur les volumes vendus aux différents points, sur l'origine de l'eau, la nature et la destination des approvisionnements, ainsi que sur les éventuelles difficultés rencontrées voire travaux à anticiper susceptibles de perturber l'organisation de la production ou de la distribution.

Article 16 - Révision ou modification de la convention

Chacune des parties est fondée à demander la modification de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture (restructurations de réseaux comprises) seraient modifiées de façon substantielle. Cette modification interviendra par voie d'avenant.

Article 17 – Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée par l'une des deux parties avec un préavis minimal de 1 an dans le cas où les conditions de production ou de fourniture seraient modifiées de façon substantielle.

Article 18 – Litiges

Les litiges et contestations concernant l'application de la présente convention sont du ressort du tribunal administratif.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher au préalable une solution amiable à tout litige.

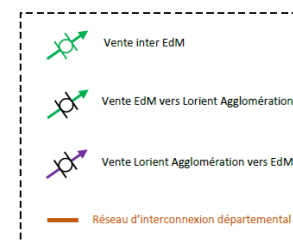
Pour Lorient Agglomération
Son Président,

Fabrice LOHER

Pour Eau du Morbihan
Son Président,

Dominique RIGUIDEL

Points de livraison



Annexes techniques - Interlocuteurs et contacts techniques

Pour Eau du Morbihan :

- Adresse électronique Eau du Morbihan :
 - contact@eaudumorbihan.fr
- Coordonnées téléphoniques des correspondants techniques (en heures ouvrables seulement) :
 - Antoine Bénéjean : 06 89 22 56 27
 - Marie Andréan : 06 87 62 54 31
- Adresse électronique Exploitant du réseau de sécurisation :
 - CPO du futur titulaire du contrat
- Coordonnées téléphoniques des correspondants techniques :
 - Consultation en cours

Pour Lorient Agglomération :

- Adresse électronique :
 -
- Coordonnées téléphoniques des correspondants techniques :
 -
 -
- Adresse électronique Exploitant :
 -
- Coordonnées téléphoniques des correspondants techniques :
 -